

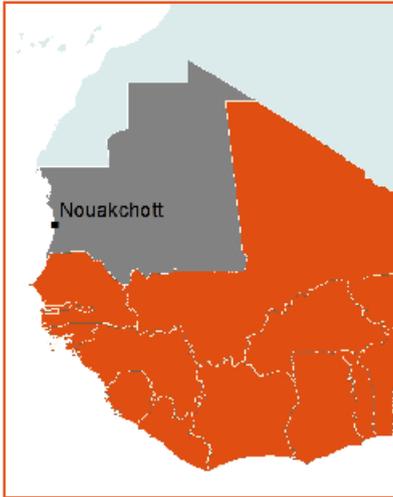


©FIDA/Barbara Gravelli

Investir dans les populations rurales en **République islamique de Mauritanie**

Pays essentiellement désertique, la République islamique de Mauritanie compte près de 4 millions d'habitants dispose de grandes étendues pastorales et de seulement 0,5 % de terres arables. Avec environ 4 millions d'habitants dont environ 41% vivent dans les zones rurales, et une densité de 3,9 personnes au kilomètre carré, c'est le quatrième pays le moins densément peuplé d'Afrique. La population est très jeune. 40% ayant moins de 15 ans et 60% moins de 25 ans. Seulement 5% ont plus de 60 ans. Le taux de croissance démographique annuel était de 2,7 % en 2017. Selon la Banque mondiale, en 2020, la population urbaine mauritanienne dépassera la population rurale avec 52,8 % de citadins, contre 48,3 % en 2013.

La Mauritanie se classe parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Le changement climatique amplifie les risques naturels (sécheresses et inondations périodiques) et impacte fortement les ressources en eau de surface et souterraine. Il engendre des impacts négatifs importants sur les ressources naturelles avec une dégradation du couvert végétal estimée à 69% en 2015 d'une part, et d'autre part sur les systèmes de production, notamment les céréales pluviales et l'élevage extensif.



L'économie mauritanienne a connu une période faste avec un taux de croissance économique entre 4% et 6,5% annuel de 2009 à 2014. La baisse actuelle des prix mondiaux des matières premières et de la production nationale de pétrole ralentit la croissance de l'économie avec un taux de croissance à 3,6 % pour 2018.

La production céréalière (riz, sorgho, millet, niébé, maïs) s'est accrue au cours des vingt dernières années de 1% par an, taux nettement inférieur au taux de croissance démographique. Elle subit les variations de la pluviométrie avec de très fortes fluctuations interannuelles et spatiales. Au-delà de la production céréalière, la Mauritanie possède une importante production de dattes, de produits forestiers non ligneux et de produits maraîchers dans les zones oasiennes et autour des lacs et étangs. Au total, le sous-secteur agricole correspond à environ 4,6% du PIB. L'élevage constitue 23% du PIB et assure l'autosuffisance en viande rouge et couvre plus de 30% des besoins en lait. La pêche, essentiellement maritime, contribue à 2,6% du PIB.

La proportion de la population mauritanienne définie comme pauvre est passée de 51% en 2000 à 31% en 2014. Malgré ces progrès, ce pourcentage demeure élevé, notamment en milieu rural (où vivent 74% des pauvres) et dans le sud du pays où 44,4% de la population rurale est encore en dessous du seuil de pauvreté contre 16,7% en milieu urbain.

Éradiquer la pauvreté rurale en République islamique de Mauritanie

Le Gouvernement mauritanien a élaboré en 2016 une Stratégie nationale de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP 2016-2030) alignée sur les Objectifs de développement durable. La SCAPP s'articule autour de trois piliers:

- favoriser une croissance plus élevée, durable et inclusive et à créer des emplois dans les secteurs qui présentent un potentiel élevé pour l'emploi et la croissance tels que l'agriculture, les activités pastorales et la pêche. Améliorer les infrastructures publiques; promouvoir le développement du secteur privé en améliorant le climat des affaires; développer les partenariats public-privé; élargir l'accès des petites et moyennes entreprises aux services financiers et favoriser l'investissement direct étranger;
- développer le capital humain et améliorer l'accès aux services sociaux de base: l'accès et la qualité de l'éducation, la formation professionnelle et la santé; et
- renforcer la gouvernance dans toutes ses dimensions notamment à travers la consolidation de l'état de droit et de la démocratie, et la décentralisation.

La stratégie du FIDA en République islamique de Mauritanie

Depuis 1980, le FIDA a financé 14 projets et programmes en Mauritanie pour un coût total de 342,3 millions d'USD, dont 136,2 millions d'USD octroyés sous la forme de dons ou de prêts concessionnels.

Sur la base des priorités que la Mauritanie s'est fixée récemment au travers de la SCAPP et des avantages comparatifs du FIDA dans le contexte mauritanien, trois objectifs stratégiques ont été retenus:

- promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle par la diffusion de modèles de production compétitifs, respectueux des ressources naturelles et résilients au changement climatique;
- renforcer les institutions représentant les ruraux pauvres et l'accès aux services sociaux de base; et

- soutenir le développement de l'approche filière inclusive en facilitant la concertation entre les parties prenantes.

Le principal groupe cible des interventions du FIDA est constitué de petits producteurs sédentaires et agropasteurs ruraux, hommes, femmes et jeunes, dépendant principalement des cultures pluviales et de l'élevage avec des sources alternatives de revenus limitées. Les plus vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes à la recherche d'activités génératrices de revenus, feront l'objet d'un ciblage spécifique.

Pour ne pas disperser les interventions du FIDA dans le pays, la priorité sera accordée aux zones rurales situées dans le sud du pays, qui correspondent à la fois aux zones les plus peuplées, les plus pauvres et présentant le meilleur potentiel agricole.

Opérations en cours

Projet de lutte contre la pauvreté dans l'Aftout Sud et le Kara Koro II (PASK II)

Le PASK II a pour objectif général d'améliorer les revenus et les conditions de vie des populations cibles. Son objectif spécifique est de développer un tissu économique et social basé sur une mise en valeur durable et inclusive des ressources naturelles où les ménages ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, ne sont pas laissés pour compte.

Le PASK II s'articule autour des trois composantes:

- restauration des sols, et mobilisation et gestion des eaux de surface;
- développement de l'agriculture et de l'élevage et mise en valeur des ressources naturelles; et
- appui au développement local.

La zone d'intervention du projet couvre l'ensemble des zones rurales des "moughataas" de M'Bout, d'Ould Yengé et de Kankossa, dans le sud du pays. Le coût total du PASK II s'élève à 26 millions d'USD. Il est cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial (3,50 millions d'USD).



Projet de développement de filières inclusives

Le Projet de développement de filières inclusives (PRODEFI) a démarré ses activités et sera mis en œuvre dans les wilayas (régions) du Sud du pays – Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimakha, Hodh El Gharbi et Hodh Ech Charghi. Dans ces six wilayas, l'intervention se fera de manière localisée et par étape.

PRODEFI va privilégier d'abord les filières maraîchage, aviculture, lait de chèvre et produits forestiers non ligneux dans une optique de reproduction à plus grande échelle des enseignements tirés du Programme de lutte contre la pauvreté rurale par l'appui aux filières clôturé en 2015.

Dans un second temps et sur la base d'études de marché, le projet sélectionnera de nouvelles filières en fonction de leur potentiel économique et nutritionnel.

L'objectif global du PRODEFI est d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres (femmes et jeunes en particulier) dans la zone d'intervention. Son objectif de développement est d'inclure les ruraux pauvres, dont les femmes et les jeunes, dans des filières rémunératrices et résilientes. Il contribuera directement à la réalisation des objectifs de la Stratégie de développement du secteur rural, du Plan national de développement agricole et du Programme d'action national d'adaptation.

De plus, PRODEFI favorisera aussi la concertation sur les politiques au niveau local et national afin d'instaurer un environnement régulateur propice au développement des filières.

Un financement octroyé dans le cadre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) permettra de renforcer la résilience des filières ciblées moyennant la promotion de l'énergie solaire, de techniques d'irrigation et de variétés résistantes aux variations climatiques.

Le coût total du projet s'élève à 45,2 millions d'USD. Le financement du FIDA est d'un montant de 21 millions d'USD, dont 6 millions d'USD sur l'ASAP. Il est cofinancé par les partenaires privés (2,1 millions d'USD); le Gouvernement de la Mauritanie (5 millions d'USD); et les bénéficiaires (2,2 millions d'USD). L'écart de financement de 15 millions d'USD sera couvert par d'autres sources de financement.



©FIDA/Barbara Gravelle

Le FIDA investit dans les populations rurales, en dotant celles-ci des moyens de réduire la pauvreté, d'accroître la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition et de renforcer la résilience. Depuis 1978, nous avons octroyé 20,9 milliards d'USD sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt et de dons en faveur de projets qui ont bénéficié à quelque 483 millions de personnes. Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies dont le siège est à Rome – centre névralgique des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Contact

Haoua Sienta
Directrice pays
Bureau Sous régional du FIDA
Villa 1427 – Almadies
Dakar, Sénégal
h.sienta@ifad.org



Investir dans les populations rurales

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie
Tél: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org

facebook.com/ifad
instagram.com/ifadnews
linkedin.com/company/ifad
twitter.com/ifad
youtube.com/user/ifadTV

Juin 2019